



## Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## **Animation du territoire - Convention d'occupation du domaine public entre l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O relève de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le transfert par convention, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, de la compétence Culture et de la mise à disposition des équipements culturels dédiés de la partie Nord du Domaine d'O par le Département de l'Hérault, et représente l'un des acteurs majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille.

En application de la convention de transfert susvisée du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis.

Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public qui définissait notamment les biens et la parcelle concernés, les réserves d'usage et de jouissance au profit de la Métropole, notamment la réservation de 15 jours d'utilisation métropolitaine, le régime des sous-occupations, les conditions générales relatives à l'entretien, la maintenance, aux travaux et aux charges récupérables, la durée de la convention, les responsabilités et assurances incombant aux deux parties et les modalités de fin de la convention.

Par délibération en date du 3 octobre 2023, le Conseil de Métropole a acté la création de l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité européenne du Théâtre et des arts associés.

La dissolution de l'EPIC et la reprise de l'ensemble de ses activités par l'EPCC n'étant pas encore définie d'un point de vue calendaire, et la convention d'occupation du domaine public à l'EPIC arrivant à échéance au 31 décembre 2023, il est proposé, afin de permettre à l'EPIC de poursuivre ses activités, de la renouveler pour une durée d'un an.

Quand la dissolution de l'EPIC et le transfert de moyens vers l'EPCC seront effectifs, cette occupation du domaine public sera transférée à l'EPCC, avant que le Conseil de Métropole puisse délibérer sur les termes de la nouvelle convention d'occupation avec l'EPCC Cité européenne du Théâtre et des arts associés.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPIC du Domaine d'O ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Laurent JAOUL, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253961-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention mise a disposition Domaine dO EPIC.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.